

Roubaix-Tourcoing : assistantes familiales en colère

PUBLIÉ LE 21/10/2012

[Réagir](#)

[Share on rss](#)

| **MOBILISATION** | À l'appel de la CGT, une trentaine de personnes, assistantes familiales et syndicalistes,



- 
- [- A ±](#)

se sont mobilisées jeudi après-midi et ont manifesté devant la direction territoriale de prévention et d'action sociale Métropole Roubaix-Tourcoing, demandant à rencontrer Laurence Robart, directrice.

Pour Jean-Michel Desreumaux et Dominique Dhaene, de la CGT, la situation des assistantes familiales est « inacceptable ». En ligne de mire, le Service d'accueil familial, SAF, situé à la direction territoriale, dont les manifestants demandent... la suppression pure et simple. « Ce service a été créé il y a un an et demi pour accompagner les assistantes familiales en difficulté ou en demande de conseils dans leur travail, indique Jean-Michel Desreumaux, rappelant que le travail de ces femmes (et hommes, le terme officiel étant « assistants familiaux ») est l'accueil permanent d'enfants qui leur sont confiés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), dont le Département a la charge. « Il n'y a aucune coordination entre l'ASE, le secteur, le pôle enfance et le SAF », estime le syndicaliste. « Et à chaque fois qu'il y a dysfonctionnement dans un service, le bouc émissaire, c'est l'assistante familiale », accuse-t-il.

Pour la CGT, il faut protéger les assistantes familiales, vulnérables de par leur « statut de droit privé ». « Il faut qu'elles aient les mêmes devoirs, mais aussi les mêmes droits que les autres agents du Département », lance Dominique Dhaene. Un collectif pour Roubaix-Tourcoing s'est constitué, revendiquant 80 assistantes familiales. Elles sont 300 au total sur la direction territoriale et 2 800 pour le Département. Elles s'estiment isolées et réclament, pour faire valoir leurs droits, la « création immédiate » d'une instance paritaire pour leur profession. Outre la suppression des SAF, elles réclament des salaires revalorisés, « la reconnaissance de leurs compétences par le biais d'une participation active dans le cadre du projet d'accueil éducatif des enfants confiés à l'ASE ».

Une délégation reçue

CGT et collectif dénoncent un Service d'accueil familial qui, selon eux, serait devenu « maltraitant suite à des abus de pouvoir de certains responsables liés aux nombreuses prérogatives qui leur sont attribuées, sans aucun contre-pouvoir ». Les doléances portent sur « les charges de travail, les sanctions, les embauches, les licenciements »... Hier, Laurence Robart a reçu une délégation. La directrice territoriale reçoit nombre de revendications des assistantes familiales, mais ne les suit pas sur le terrain des « abus de pouvoir » (lire ci-dessous).

BRUNO DERAM